

# L'Aurore

## DE LA RÉPUBLIQUE.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

**SOMMAIRE.** — Précis sur les causes de la révolution de 1848. — Prédications de Mestre Francis Caubet. — Vœux du Peuple. — Premiers actes du gouvernement républicain. — Pièces trouvées dans le bureau du duc de Montpensier.

Les philosophes, les savants qui ont profondément réfléchi sur les lois de la nature, les causes et la marche des événements, ont reconnu, il y a déjà bien des siècles, que rien ne se fait dans l'univers, brusquement, sans *précédents*; ou, pour employer l'expression consacrée, *nihil fit in natura per saltum* (rien ne se fait dans la nature par saut).

Cependant j'entends dire que la révolution de Février éclata comme un coup de foudre, et fit l'effet d'une pierre tombée du ciel; et que, sous ce rapport, cette révolution est incomparable, unique dans le monde et dans l'histoire.

Celle de 89, vous dit-on, pouvait être prévue, et en effet elle l'avait été par quelques *voyants*, tels que l'abbé Maury..... La chute de Napoléon ne dut surprendre que la foule ignorante et irréfléchie; car les gens profondément instruits en histoire savaient fort bien que la destinée des grands conquérants est de finir misérablement.

Quant à la révolution de 1830, on savait, ou l'on pouvait savoir d'avance qu'elle était inévitable; tant étaient grandes l'ineptie et l'imprudence des amis et des soutiens, soi-disant uniques et sincères, du trône légitime; on était même étonné de ce que cette révolution n'avait pas éclaté plus tôt; et, par exemple lors du projet du gouvernement de rétablir le droit d'aînesse; ou à propos de la loi de *justice et d'amour* (sur la presse); ou, surtout, quand les chambres votèrent le *milliard d'indemnité* en faveur des émigrés.....

Mais que s'était-il passé, sous le règne de Louis-Philippe qui pût faire pressentir la catastrophe du 24 février? Le ministère avait la majorité dans les chambres; les fonds publics (5 pour cent) étaient à près de 120 fr.; et, quelque temps avant février, le gouvernement venait de conclure un emprunt à 4 pour cent.... Où était donc le motif d'un renversement total de l'ordre politique? La révolution de février fut donc le résultat d'un caprice, d'un désir inconsidéré de changer de système de gouvernement!

Nullement: comme toutes celles qui, à diverses époques, ont

changé, bouleversé, modifié la face du monde politique, la révolution de février eut aussi ses précédents.

Personne n'ignore que, dès avant 89, il se forma en France un parti, une secte, une faction.... comme on voudra l'appeler, qui se manifesta d'abord sous la dénomination respectable de parti... *philosophique*. Lors de la première révolution, il se qualifia de *républicain*, de *démocrate*, et même de *jacobin*.... Le joug de fer impérial refoula dans l'ombre une secte qui faisait profession de haïr et de combattre le principe monarchique; il y eut silence, mais non extinction complète; car, dès le commencement de la restauration, le parti se réveilla aussi nombreux, aussi vivace qu'il pouvait l'avoir été auparavant; mais plus sage, plus modéré, plus circonspect... Ce fut sous la modeste qualification de *libéraux* que les hommes qui s'annonçaient comme libéraux ou *philantropes* par excellence se distinguaient des autres citoyens.

Ce parti, comme toutes les sectes, eut ses exaltés, ses fanatiques; de là quelques conspirations insensées, aussitôt comprimées que découvertes.

A l'événement de 1830, les libéraux se montrèrent tout-à-fait à découvert, et leur influence sur la masse de la nation n'eut plus de rivale. Quelques-uns d'entr'eux eurent même la hardiesse de proposer l'abolition de la royauté et l'établissement de la république; ce qui n'eut pas lieu, d'abord parce que le règne des Bourbons laissait des regrets, et que les précédents de Louis-Philippe, qui se présentait pour les remplacer, promettaient un heureux avenir, et autant de liberté que des hommes raisonnables peuvent en désirer.

Et toutefois le nouveau roi, intronisé du consentement tacite de la nation, et sans avoir rencontré d'opposition sérieuse, eut bien, comme père de famille, comme administrateur de l'état, l'estime de ses concitoyens (il n'osa jamais les traiter de *sujets*), mais de l'affection, de l'amour pour sa personne, peu ou point...

Il n'était pas encore installé aux Tuileries, que l'émeute mugissait dans les rues de la capitale. On vit un commencement d'insurrection en 1831, sous le futile prétexte d'une cérémonie en mémoire du duc de Berry. L'année suivante, il fallut en venir aux coups de canon contre les rebelles (Paris). Plus tard, Lyon se révolta pour tout de bon, et le gouvernement, pour le ramener à l'obéissance, dut se servir des moyens violents qu'on em-



plote contre une ville ennemie qui se défend avec toute l'opiniâtreté du désespoir.

Ajoutez à ces symptômes d'insubordination et de mécontentement une phalange nombreuse d'écrivains plus ou moins habiles, qui par conviction, par intérêt ou par métier, faisaient une guerre de tous les instants à l'ordre établi; les droits du trône, la personne même du monarque n'étaient pas à couvert de leurs insolentes diatribes. Rappelez-vous les journaux *la Tribune*, *le Charivari*, *le National*, *la Réforme*.... sans compter les caricatures. On ne doit pas non plus passer sous silence les nombreuses tentatives d'assassinat dont la personne de Louis-Philippe fut l'objet pendant toute la durée de son règne.

De ces observations, et de bien d'autres, que chacun peut faire, il résulte que la monarchie de juillet eut constamment en face une opposition plus puissante, plus hardie, plus violente que les adversaires que la restauration avait eus à combattre pendant les quinze années de sa domination.

Tous les ennemis de la dynastie d'Orléans ne se montraient pas à visage découvert; les plus nombreux et les plus dangereux travaillaient activement dans l'ombre à son renversement. Qui pourrait signaler, énumérer toutes ces sociétés secrètes qui tenaient leurs conciliabules dans des salons, des caves, des greniers, chez des marchands de comestibles de bas étage.... Ces conspirateurs avaient à n'en pas douter des vues et des intentions diverses. On vit en effet des légitimistes influents faire ouvertement cause commune avec des chefs du parti républicain: c'est ainsi que Châteaubriant se fit l'ami intime d'Armand Carrel.... Ces hommes assurément ne se liaient ainsi, d'une apparente amitié, que dans le but de réunir leurs forces contre l'établissement de 1830.... quitte à se battre entre eux après sa destruction, afin que tout son héritage entier restât au pouvoir des uns à l'exclusion des autres.

A quelle époque les conspirateurs avaient-ils l'espérance de recueillir le fruit de leurs menées et de leurs travaux? ils l'ignoraient; mais ils avaient la ferme conviction que tôt ou tard leurs vœux seraient satisfaits. Pour cela ils n'attendaient qu'une occasion, qu'un événement, qu'un prétexte plausible, qui leur fournît les moyens d'agir sans se compromettre. L'année 1847 se présenta assez favorablement, et de façon à ranimer leur courage, et même à leur faire espérer que le moment de faire un grand pas de plus en avant n'était pas loin....

La disette dont l'Europe occidentale fut affligée produisit dans les populations nécessiteuses des villes et des campagnes un malaise, une consternation, qui altérèrent la confiance, firent suspendre les travaux en partie, et diminuer les salaires; de là un mécontentement, une irritation, qui firent pousser des plaintes amères, quoiqu'injustes, contre les dépositaires du pouvoir. De tous temps, on le sait, les peuples, dans leurs malheurs, portent l'irréflexion jusqu'à considérer ceux qui les gouvernent comme des ennemis intéressés à les voir souffrir.... si le blé manque, c'est parce que les autorités le font vendre à l'étranger....

A la cherté des grains vint se joindre un procès scandaleux: je veux parler de l'affaire Teste, général Cubières, Pellaprat, Parmentier. Les deux premiers avaient été ministres de Louis-Philippe; on sait que Teste avait eu la bassesse d'accepter 100,000 francs pour faire adjuger une mine de sel à Cubières.... La corruption fut reconnue évidente, incontestable.... D'autres

procès du même genre vinrent augmenter le scandale et le mécontentement du public; des feuilles hostiles au gouvernement saisirent ces occasions, comme une bonne fortune, pour crier de toutes leurs forces à la corruption. Bientôt ce fut une opinion généralement reçue que tous les agents du gouvernement n'étaient qu'un ramassis de fripons, de voleurs, sans délicatesse, sans foi, sans honneur. Cet anathème s'étendit jusque sur les membres des deux assemblées législatives.

Un assassinat épouvantable eut lieu à la même époque; le gouvernement en était très certainement complètement innocent, néanmoins il en rejaillit quelque chose sur la considération qu'on lui devait, attendu que l'auteur appartenait à la haute classe de la société, et qu'il était bien reçu à la cour. Aussi la foule, dans sa haine envieuse, crut-elle difficilement au suicide de l'assassin.... Elle eût cru volontiers que, du consentement des autorités, cet homme s'était réfugié en pays étranger.

Cet état des esprits enhardit singulièrement le parti de l'opposition; et véritablement le moment de se montrer était des plus favorables.

Ainsi donc, sans s'écarter des formes légales, il fut dit tout haut qu'on provoquerait des réformes devenues nécessaires, non seulement dans les diverses parties de l'administration, mais encore dans la constitution fondamentale de l'état; et afin d'amener le pouvoir exécutif à consentir de gré ou de force à ces réformes, on eut l'adresse de faire un appel général aux départements, non au moyen de proclamations, de circulaires (moyens trop usés), mais en provoquant des réunions gastronomiques, au nord, au midi, dans les grands centres de population. Ce fut donc le verre à la main qu'on procéda ouvertement, et à l'abri de tout danger, au renversement du trône de Louis-Philippe; toujours il est vrai, sous le prétexte honnête et légal de provoquer simplement dans la constitution des améliorations devenues nécessaires.

Un grand nombre de ces réunions gastronomiques, qu'on appelait vulgairement des *banquets*, eurent lieu dans divers départements, sans opposition de la part de l'autorité. Il fut loisible au comité qui en avait la direction de les faire annoncer à l'avance, à grand fracas de journaux.

Dans ces réunions, où la parole était entièrement libre, on prononçait de longs et magnifiques discours, dans lesquels les orateurs, tout en protestant de leur respect pour l'ordre établi, s'efforçaient de faire sentir le besoin impérieux d'une refonte de la charte constitutionnelle. Pendant quelque temps tout se passa avec ordre et sans commotions dangereuses.... mais enfin le moment arriva où certains orateurs se permirent des dissertations extra-parlementaires: non contents de signaler les imperfections que bien des gens raisonnables auraient voulu voir disparaître de la constitution, ils firent des excursions dans le domaine de la philosophie transcendante; ils s'abandonnèrent jusqu'à émettre des principes de *communisme*, de *radicalisme*. Ces doctrines n'avaient encore osé se faire jour que dans des écrits obscurs, dédaignés, et généralement peu estimés de la partie éclairée du public.

Ces manifestations parurent à l'autorité comme des avant-coureurs de prédications plus menaçantes encore et plus dangereuses. Dès-lors les *banquets* lui devinrent sérieusement suspects,

et tout aussitôt des mesures furent prises pour en contrarier l'exercice. Les défendre tout-à-fait eût été chose impossible.

Plutôt aguerri que découragé par les désagréments qu'il avait éprouvés dans quelques villes de province, le comité-directeur (des banquets) résolut d'en provoquer un dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. La police fit valoir des règlements qui lui donnaient le droit de le défendre. Le comité, qui avait la conscience de ses forces, ne céda qu'en partie, ou plutôt il chercha à tourner la difficulté, en faisant annoncer que le banquet aurait lieu dans un établissement public situé aux Champs-Élysées. Bientôt, on apprit, par les journaux, que des députations de légions de la garde nationale de Paris et de la banlieue feraient partie de la réunion. Une espèce de programme, inséré dans plusieurs journaux donnait l'ordre et la marche des délégations de la garde nationale, etc., etc. Le gouvernement et la police, voyant dans cet acte une usurpation manifeste du pouvoir, il fut arrêté et annoncé publiquement, par des affiches, que le banquet n'aurait pas lieu.

Les directeurs de l'opposition, dont l'influence et les forces matérielles avaient acquis des proportions énormes, furent bien aises de cette défense; elle leur fournissait le prétexte de lever le masque tout-à-fait, et d'entrer en guerre ouverte avec l'autorité souveraine du gouvernement.... Le 25 février, les deux partis en vinrent à des voies de fait, à des coups de fusil, et le lendemain, dans l'après-midi, la monarchie de Louis-Philippe et de sa dynastie avait disparu.

La révolution de 1848 avait été prédite, il y a au moins 4 à 500 ans, par un poète du midi de la France, comme il est constaté par un document écrit sur parchemin, qu'un antiquaire de Charpentras a découvert, il y a quelque temps, dans la bibliothèque publique de cette ville, et qui a bien voulu me la communiquer.

Ce manuscrit, composé de sept feuillets (il devait y en avoir davantage), est écrit en langage barbare: c'est un mélange de latin, de roman, de patois provençal. A en juger par la forme des caractères de l'écriture, son antiquité doit remonter jusque vers la première moitié du treizième siècle. Il a pour titre :

#### LAS VISIOS DE MESTRE FRANCÈS CAUBEL.

(Les visions ou les prévisions de maître François Caubel.)

Voici ce qu'on lit sur le quatrième feuillet :

*L'an octo-cranto-mil-och-cent  
Los de Pariz aouran grand vent  
Stependis las vias clauran  
Et fennes baros ploraran.*

c'est-à-dire :

L'an huit-quarante-mil-huit-cents  
Ceux de Paris auront grand vent.  
Des objets de toute espèce (stependis, du latin *stipendia*) les rues cloront, barreront,  
Et des femmes, des hommes de cœur (baros, en latin *viros*) pleureront.

#### VOËUX DU PEUPLE.

Premières bases (adoptées par M. de LAMARTINE).

Amnistie générale, — les ministres exceptés, mis en accusation.  
Convocation des assemblées primaires.

Garde urbaine aux ordres de la municipalité seule. — Liberté de la parole, Liberté de la presse, Liberté de pétition, Liberté d'association, Liberté d'élection.

Réforme électorale. Tout garde national est électeur et éligible. — Réforme parlementaire. Rétribution aux députés; les fonctionnaires publics à leur poste. — Réforme administrative. Garanties pour tous les fonctionnaires et employés, contre l'abus des faveurs et des influences. — LA PROPRIÉTÉ respectée, mais le DROIT AU TRAVAIL garanti. Le travail assure au peuple.

Union et association fraternelle entre les chefs d'industrie et les travailleurs. — Égalité de droits par l'éducation donnée à tous. Crèches, Salles d'Asile, Écoles rurales, Écoles urbaines. Plus d'oppression et d'exploitation de l'enfance. — Liberté absolue des cultes. Indépendance absolue des consciences. L'Eglise indépendante de l'État. — Protection pour tous les faibles, femmes et enfants. — Paix et Sainte-Alliance entre tous les peuples. — Abolition de la guerre, où le peuple sert de chair à canon. — Indépendance pour toutes les nationalités. — La France gardienne des droits des peuples faibles. — L'ordre fondé sur la liberté.

#### FRATERNITÉ UNIVERSELLE.

##### PREMIER ACTE PUBLIC

#### DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN.

Un gouvernement rétrograde et oligarchique vient d'être renversé par l'héroïsme du peuple de Paris.

Ce gouvernement s'est enfui en laissant derrière lui une trace de sang qui lui défend de revenir sur ses pas.

Le sang du peuple a coulé comme en juillet; mais, cette fois, ce généreux sang ne sera pas trompé; il a conquis un gouvernement national et populaire, en rapport avec les droits, les progrès et la volonté de ce grand et généreux peuple.

Un gouvernement provisoire, sorti, d'acclamation et d'urgence, de la voix du peuple et des députés des départements dans la séance du 24 février, est investi momentanément du soin d'organiser et d'assurer la victoire nationale.

Il est composé de MM. DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, CRÉMIEUX, ARAGO (de l'Institut), LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, MARIE.

Ce gouvernement a pour secrétaires :

MM. ARMAND MARRAST, LOUIS BLANC, FERDINAND FLOCON.

Ces citoyens n'ont pas hésité un instant à accepter la mission qui leur était imposée par l'urgence.

Quand le sang coule, quand la capitale de la France est en feu, le mandat du gouvernement provisoire est dans le péril et dans le salut public. La France entière l'entendra et lui prêter le concours de son patriotisme. Sous le gouvernement populaire que proclame le gouvernement provisoire, tout citoyen est magistrat.

Français, donnez au monde l'exemple que Paris a donné à la France; préparez-vous, par l'ordre et par la confiance en vous-même, aux institutions fortes que vous allez être appelés à vous donner.

Le gouvernement provisoire veut la RÉPUBLIQUE, sauf ratification du peuple français, qui va être immédiatement consulté.

Ni le peuple de Paris, ni le gouvernement provisoire ne prétendent substituer leur opinion à l'opinion des citoyens sur la forme définitive du gouvernement que proclamera la souveraineté nationale.

L'unité de la Nation, formée désormais de toutes les classes de la nation qui la composent;

Le gouvernement de la Nation par elle-même;

La liberté, l'égalité et la fraternité pour principes;

Le peuple pour devise et pour mot d'ordre;

Voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même, et que nos efforts sauront lui assurer.

#### GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Dupont (de l'Eure), président du Conseil. — Affaires étrangères, Lamartine. — Intérieur, Ledru-Rollin. — Guerre, Bedeau. — Finances, Michel Goudchaux. — Marine, Arago. — Agriculture et commerce, Bethmont. — Travaux publics, Marie. — Instruction publique et cultes, Carnot. — Gouverneur-général de l'Algérie, le général Cavaignac. — Maire de la ville de Paris, Garnier-Pagès.

Les autres maires sont maintenus provisoirement, ainsi que les adjoints, sous le nom de maires-adjoints d'arrondissement.

La préfecture de police est sous les ordres du maire de Paris. Elle sera constituée sous un autre titre.

La garde municipale est licenciée.

La garde de la ville de Paris est confiée à la garde nationale, sous les ordres de M. Courtais, commandant supérieur de la garde nationale de Paris.

#### PREMIER ACTE DE SOUVERAINETÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Au nom du peuple français,

Citoyens,

La royauté, sous quelque forme que ce soit, est abolie.

Plus de légitimité, plus de bonapartisme, pas de régence.

Le gouvernement provisoire a pris toutes les mesures nécessaires pour rendre impossible le retour de l'ancienne dynastie, et l'avènement d'une dynastie nouvelle.

La République est proclamée.

Le peuple est uni.

Tous les forts qui environnent la capitale sont à nous.

La brave garnison de Vincennes est une garnison de frères.

Conservons avec respect ce vieux drapeau républicain dont les trois couleurs ont fait avec nos pères le tour du monde.

Montrons que ce symbole d'égalité, de liberté, de fraternité, est en même temps le symbole de l'ordre et de l'ordre le plus réel, le plus durable, puisque la justice en est la base et le peuple entier l'instrument.

Le peuple a déjà compris que l'approvisionnement de Paris exigeait une plus libre circulation dans les rues de Paris, et les mains qui ont élevé les barricades ont, dans plusieurs endroits, fait dans ces barricades une ouverture assez large pour le libre passage des voitures de transport.

Que cet exemple soit suivi partout : que Paris reprenne son aspect accoutumé, le commerce son activité et sa confiance ; que le peuple veille à la fois au maintien de ses droits, et qu'il continue d'assurer, comme il l'a fait jusqu'ici, la tranquillité et la sécurité publique.

Fait à Paris, le 26 février 1848.

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, GARNIER-PAGÈS, ARAGO, MARIE, LEDRU-ROLLIN, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARMAND MARRAST, FLOCON, ALBERT, ouvrier.

Voici deux pièces qui prouvent la part que le duc de Montpensier, malgré les dénégations de M. le général Trézel, prenait dans les préparatifs de guerre contre Paris.

*Pièce trouvée dans le bureau du duc de Montpensier.*

M. ch. a.

Les troupes et les batteries d'artillerie devront être mobilisées demain mardi (22 février), et de manière à être rendues avant neuf heures sur les points stratégiques désignés comme il a été convenu, savoir :

2 canons de 12, 2 obusiers de 15, avec leurs caissons, place de la Concorde.

2 canons de 12, 2 obusiers de 15, avec leurs caissons, place du Carrousel ;

2 canons de 8, avec leurs caissons, pointe Saint-Eustache ;

2 canons de 8, Hôtel-de-Ville.

Les caissons d'infanterie, tant à percussion qu'à silex, ainsi que les voitures chargées de pétards et de flambeaux, resteront à l'École militaire, sous la direction d'un officier que vous désignerez à cet effet.

Toutes les voitures de vos deux batteries seront attelées à quatre chevaux ;

Tous les chevaux restant seront garnis, prêts à être montés et attelés.

Si les hostilités éclatent, le commandant du parc fera immédiatement atteler, sans se mettre en mouvement, de manière à marcher au premier ordre ;

6 caissons à percussion ;

4 id. à silex ;

2 voitures de pétards.

L'avant-train de flambeaux ne sera attelé qu'à quatre heures du soir si les hostilités continuent.

Les chariots de pétards, ainsi que l'avant-train de flambeaux, pourront être mobilisés sur l'ordre soit du commandant d'artillerie, soit du colonel du génie Moreaux, directeur des fortifications à Paris.

Les troupes seront en tenue de route ; elles prendront deux jours de vivres, un paquet de cartouches dans la giberne.

Vous prendrez les dispositions nécessaires pour que les hommes mis en mouvement aient mangé la soupe de bonne heure. Je vous engage à vous concerter avec MM. les chefs de corps placés à l'École-Militaire pour le chargement des deux jours de vivres. Plusieurs de ces derniers ont demandé à faire cuire à l'avance le lard qui leur sera distribué.

Vous conduirez vous-même les bouches à feu qui doivent être placées sur la place de la Concorde, où vous pourrez rencontrer un grand encombrement de troupes. Vous établirez vos pièces en batterie de manière à gêner le moins possible leur ordre de bataille et leurs mouvements, dans la prévision que les colonnes assaillantes déboucheraient de la rue Royale pour se porter dans les Champs-Élysées. Vous combinerez vos dispositions avec l'officier-général commandant les troupes réunies sur la place de la Concorde. Vous viendrez rendre compte de ces dispositions chez M. le duc, aux Tuileries, le plus tôt possible, et vous recevrez de nouvelles instructions.

#### 2<sup>e</sup> Pièce (confidentielle).

Paris, 10 février 1848.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre que votre altesse royale m'a fait l'honneur de m'écrire hier, 9 de ce mois, au sujet de la répartition des bouches à feu de Vincennes et de l'École-Militaire en cas d'émeute.

Ainsi que le fait observer votre altesse royale, le nombre de ces bouches à feu est de 28, tandis que les quatre batteries n'en possèdent que 24.

Toutefois je désire que le chiffre de 28 soit maintenu, parce que je le regarde comme indispensable.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier votre altesse royale de donner les ordres nécessaires pour que les pièces qui doivent être envoyées de Vincennes à la place de la Bastille (5<sup>e</sup> zone), et au boulevard Saint-Denis (6<sup>e</sup> zone), soient en supplément des 12 qui doivent se rendre au rond-point de la barrière du Trône, et soient prises par conséquent dans une autre batterie.

Je profiterai de cette occasion pour prier aussi votre altesse royale de donner des ordres pour que les pièces d'artillerie réparties dans les diverses zones soient commandées par des officiers. Celles de la barrière du Trône devront être placées sous les ordres d'un chef d'escadron, de même que celles qui se rendront de l'École-Militaire à la place du Carrousel. Un capitaine prendra le commandement des quatre bouches à feu réunies sur la place de la Concorde. Enfin un officier, soit capitaine en 2<sup>e</sup>, soit lieutenant, devra être envoyé auprès de moi, à la Préfecture de police, pour être chargé de l'exécution des ordres que je serai dans le cas de donner, en ce qui concerne l'artillerie.

Votre altesse royale a bien voulu me proposer, lorsque l'artillerie a pris possession de la caserne de Bercy, de faire occuper la place de la Bastille par un détachement de canonnières à cheval, en remplacement des dragons désignés par les instructions. Je vous remercie de cette offre, mais je n'en profiterai pas, attendu qu'il m'a été possible, sans nuire aux autres dispositions, de maintenir sur le point dont il s'agit une force convenable en cavalerie.

Je prie, V. A. R., d'agréer l'hommage de mon respect,

Le lieutenant-général, pair de France, commandant la première division militaire. T. SÉBASTIANI.

CAMILLE GAILLARD.

Imprimerie de Moncheny, à Vaugirard.